

Économie contemporaine

Alexandre Reichart

ACQUÉRIR LES COMPÉTENCES ATTENDUES ET LES SAVOIRS ASSOCIÉS

- Cours complet et conforme au programme
- Graphiques et tableaux
- QCM corrigés pour réviser chaque partie du cours
- Sujet d'entraînement conforme à l'examen

Économie contemporaine

Alexandre Reichart

Alexandre Reichart, Docteur en Sciences économiques, est enseignant au sein de l'Institut Franco-Chinois de l'Université Renmin de Chine, campus de Suzhou. Il a enseigné pendant plusieurs années à l'ENGDE et a fait partie des jurys de correcteurs des DCG et DSCG.

Les deux précédentes éditions de cet ouvrage ont été réalisées en collaboration avec Hélène Kontzler.

Dans la même collection :

- DCG 1 Fondamentaux du droit, 2022-2023 (L. Simonet).
- DCG 2 Droit des sociétés et des groupements d'affaires, 2022-2023 (L. Simonet).
- DCG 3 Droit social, 2022-2023 (L. Morel-Pouliquen).
- DCG 4 Droit fiscal, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 5 Économie contemporaine, 2022-2023 (A. Reichart).
- DCG 6 Finance d'entreprise, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 6 Exercices corrigés de Finance d'entreprise, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 7 Management, 2020-2021 (M. Leroy et J.-J. Jault).
- DCG 8 Systèmes d'information de gestion, 2022-2023 (L. Monaco).
- DCG 9 Comptabilité, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 9 Exercices corrigés de Comptabilité, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 10 Comptabilité approfondie, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 10 Exercices corrigés de Comptabilité approfondie, 2022-2023 (P. Recroix).
- DCG 11 Contrôle de gestion, 2022-2023 (C. Baratay et L. Monaco).
- DCG 11 Exercices corrigés de Contrôle de gestion, 2022-2023 (C. Baratay).



© 2022, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
ISBN 978 - 2 - 297 - 17704 - 7
ISSN 2269-2304

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous sur gualino@lextenso.fr

Le concept

La collection « **Les Carrés DCG** » vous propose :

- des livres conformes au **programme** de chaque unité d'enseignement (UE) du **Diplôme de comptabilité et de gestion** (DCG) qui donne lieu à **une épreuve** ;
- une pédagogie qui tient compte des notions introduites dans les programmes : **compétences attendues, savoirs associés, guides pédagogiques** ;
- de véritables manuels d'acquisition des connaissances ; leur contenu est :
 - **développé** : les étudiants peuvent apprendre leur cours et acquérir les compétences ainsi que les savoirs associés,
 - **complet** : le cours est enrichi d'exemples pour illustrer les compétences et les connaissances acquises,
 - **à jour de l'actualité la plus récente**.

Le présent ouvrage est tout entier consacré à l'**UE 5 « Économie contemporaine »** et à l'épreuve correspondante : épreuve écrite portant sur l'analyse d'un dossier documentaire et une question problématisée.

Vous trouverez dans les pages suivantes (4 à 23) **le programme officiel de l'UE 5** ainsi que **le sommaire** de ce manuel d'acquisition des connaissances. Vous pourrez ainsi facilement naviguer dans ce livre et trouver, à tout instant, les connaissances recherchées.

Rappelons que les UE 5 « *Économie contemporaine* » et UE 7 « *Management* » constituent l'**axe 3 « Analyse économique et managériale »** et ont pour objet de permettre au titulaire du DCG d'appréhender l'environnement économique et managérial des organisations afin de comprendre les défis et les problématiques auxquels ces dernières seront confrontées.

Programme officiel de l'UE 5 - Économie contemporaine

Niveau L – 200 heures – 14 ECTS

1 - FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)

1.1 - Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ?

Sens et portée de l'étude : Face à des problématiques contemporaines, il s'agit de mettre en évidence comment l'économie se situe au cœur de la vie et des décisions des individus, tout en tenant compte des nouveaux enjeux du développement durable. L'économie peut être appréhendée comme une science des choix dans un contexte de rareté des ressources.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources. – Identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités. – Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources.	– Le concept de science économique. – La variété et la rareté des ressources. – L'allocation des ressources.

1.2 - Qu'est-ce que l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude : Pour satisfaire leurs besoins, les agents effectuent des opérations économiques qui les mettent en interaction dans une logique systémique. Cette interdépendance entre les agents et les opérations qu'ils réalisent est au cœur de l'activité économique : la circulation de flux liés aux opérations de production, de répartition, d'investissement et de consommation en est une illustration.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques. – Commenter la répartition des dépenses de consommation. – Différencier les différentes formes d'épargne. – Différencier les formes et les motifs de l'investissement. – Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique.	– Les différents agents économiques, leurs rôles. – L'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois. – Les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur. – Consommation : définition, typologies, mesure et structure de la consommation des ménages. – Épargne : définition, formes. – Investissement : définition, mesure et typologies.

1.3 - Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ?

Sens et portée de l'étude : L'ensemble des interactions entre les agents économiques contribue à la richesse créée au sein d'une économie. La richesse, envisagée sous un angle quantitatif, est créée au cours de l'activité productive. Elle est le résultat de

l'activité d'une pluralité d'acteurs, dépassant le strict cadre marchand et lucratif, notamment par l'économie sociale et solidaire ainsi que les services publics. Les spécificités du tissu productif conditionnent la capacité du pays à créer de la richesse. Cette dernière est répartie entre les différents agents qui y contribuent lors de la répartition primaire.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse. – Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques. – Analyser les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires.	– Valeur ajoutée. – Production marchande, non marchande. – Critères de classification des entreprises : taille, branche, filière, secteur. – Les secteurs économiques : définition et poids relatif. – Économie sociale et solidaire : définition et poids relatif. – Répartition primaire de la richesse.

1.4 - Comment rendre compte de la situation économique d'un pays ?

Sens et portée de l'étude : Le PIB demeure l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse créée et réaliser des comparaisons spatio-temporelles. Les limites qu'il présente ont depuis longtemps conduit à la conception d'indicateurs alternatifs afin de dépasser une vision matérielle de la richesse, intégrant les problématiques du bien-être et de l'environnement. Il s'agit de montrer l'enjeu des conventions de mesure et le rôle des indicateurs dans la représentation de la réalité économique, ainsi que dans les décisions prises par les acteurs (privés et publics).

Compétences attendues	Savoirs associés
– Repérer comment le PIB rend compte de la richesse créée. – Comparer la situation de pays dans le temps et l'espace à partir de différents indicateurs. – Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB.	– PIB : définition, modes de calcul. – Rôle et limites du PIB. – Externalités positives et négatives. – Indicateurs alternatifs : IDH et autres indicateurs de développement, intérêts et limites.

2 - LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ (30 heures)

2.1 - Pourquoi l'économie de marché s'est-elle imposée en tant que principal régime d'organisation économique et sociale ?

Sens et portée de l'étude : L'économie de marché est progressivement devenue le principal modèle d'organisation économique et sociale, même si sa mise en place s'est faite selon des modalités diverses, notamment en raison du rôle conféré à l'État selon les pays. L'État initie et accompagne le développement de l'économie de marché en garantissant l'exercice de libertés économiques et en favorisant la dynamique concurrentielle censée contribuer à l'efficacité économique.

Si la concurrence est une incitation à baisser les prix, à augmenter les quantités produites et à innover, la réalité des marchés amène à affiner ce que l'on entend par concurrence.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les caractéristiques des économies de marché. – Caractériser les différentes formes de concurrence. – Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix. – Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources. – Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché.	– Économie de marché, libéralisme économique, économie mixte. – Marché : rôle et fonctionnement. – La notion de concurrence : cadre normatif de la concurrence pure et parfaite, réalité de la compétition entre entreprises (Walras, Pareto, Baumol). – Les caractéristiques de l'équilibre de marché dans un cadre concurrentiel. – Analyse dynamique de la concurrence (Schumpeter, Hayek).

2.2 - Pourquoi encadrer le fonctionnement du marché ?

Sens et portée de l'étude : L'État, dans une économie de marché, assure, à différents échelons institutionnels, une régulation du fonctionnement des marchés pour limiter les inconvénients des situations de concurrence imparfaite et des défaillances de marché en matière d'allocation des ressources.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite. – Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. – Identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence. – Repérer des cas d'externalités et de biens collectifs, en appréhender les conséquences. – Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances du marché.	– Fonctionnement des marchés et comportement des acteurs en concurrence imparfaite. – Régulation de la concurrence dans le cadre national et européen. – Biens collectifs et externalités : caractéristiques et conséquences (Marshall, Pigou, Coase).

3 - LES CONTRIBUTIONS DES ACTEURS FINANCIERS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)

3.1 - Au niveau macroéconomique, quels sont les agents à besoin ou à capacité de financement ?

Sens et portée de l'étude : Les opérations économiques menées par les agents économiques débouchent sur des situations financières diverses. On distingue alors au niveau macroéconomique, les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Une première approche du financement de l'économie peut être appréhendée par la rencontre entre les capacités et les besoins de financement.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les agents à besoin et à capacité de financement. – Analyser le comportement d'épargne des ménages. – Identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État. – Analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné.	– Agents à capacité de financement : déterminants et motifs de l'épargne des ménages. – Agents à besoin de financement (entreprises et État) : déterminants et modalités de financement.

3.2 Quels sont les rôles respectifs des banques et des marchés financiers dans le financement de l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude : Les banques et les marchés financiers jouent un rôle complémentaire dans le financement de l'économie selon des modalités spécifiques.

Nécessaires au développement de l'activité économique, ils permettent de financer la diversité des besoins de financement des agents et de les accompagner dans la prise de risque inhérente à leurs projets.

La recherche de sources de financement plus abondantes, d'un financement moins coûteux ou de modalités de financement adaptées à de nouveaux besoins (start-up...) a entraîné de nombreuses évolutions conduisant à la financiarisation de l'économie et parallèlement au développement de formes alternatives de financement. Bien que nécessaire au développement de l'activité économique, cette financiarisation s'accompagne de crises récurrentes pouvant déstabiliser l'économie réelle.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les fonctions des banques. – Appréhender la diversité des marchés de capitaux. – Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique. – Repérer les nouvelles sources de financement. – Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique.	– Finance directe/finance indirecte. – Rôles des banques : • gestion des moyens de paiement ; • création monétaire ; • transformation des échéances. – Évolution des rôles et places des banques. – Rôles des marchés de capitaux : financement à différents horizons temporels, valorisation boursière, liquidité des titres, spéculation, couverture des risques, apports de devises. – Les différents types de marchés : • marché monétaire ; • marché financier ; • marché des produits dérivés ; • marché des changes. – Autres formes de financement (capital-risque, financement participatif). – Les autorités monétaires.

4 - LA RÉGULATION PUBLIQUE DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ (40 heures)

4.1 - Quels sont la place et le rôle de l'État ?

Sens et portée de l'étude : La place et le rôle de l'État ont évolué au cours du temps dans les économies de marché. Le tournant libéral de la fin des années 1980 s'est accompagné d'un certain désengagement de l'État dans les économies à hauts revenus. Pour autant, l'État reste un acteur majeur au travers des différentes fonctions qu'il assume.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les fonctions de l'État. – Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national ou local. – Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires). – Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux.	– Les fonctions de l'État (Musgrave). – Organes de l'action publique : administrations (centrale, sécurité sociale), autorités administratives indépendantes, collectivités locales. – Budget de l'État : niveau et structure des dépenses publiques, niveau et structure des prélèvements obligatoires. – Déficit public et dette publique. – Soutenabilité de la dette publique.

4.2 - Quelles politiques économiques l'État peut-il mener ?

Sens et portée de l'étude : L'État met notamment en œuvre un ensemble de politiques économiques visant à atteindre un certain nombre d'objectifs grâce à différents instruments. Toutefois, le degré et les formes de cette intervention font débat.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Distinguer les différents types de politiques économiques. – Identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande. – Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée. – Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis.	– Objectifs de la politique économique : croissance, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur. – Typologies des politiques économiques : politiques conjoncturelles/structurelles, politiques d'offre/de demande. – Politique de demande : instruments de relance budgétaire, effets et limites (Keynes, Friedman, Laffer). – Politique d'offre : instruments, effets et limites (théories de la croissance endogène). – Justifications et limites de l'intervention de l'État (Wagner, Keynes, approches libérales).

4.3 - L'appartenance à l'Union européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?

Sens et portée de l'étude : La construction européenne est un processus graduel autour d'un projet aux dimensions politique, économique et sociale.

L'Union européenne est devenue une puissance économique de premier plan et une zone d'intégration régionale, en suivant un processus d'élargissement et d'approfondissement, qui a conduit à redéfinir la répartition des compétences en matière de politique économique.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les enjeux des principales phases d'élargissement et d'approfondissement de la communauté économique européenne (CEE) puis de l'Union européenne (UE). – Illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité. – Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union Économique et Monétaire. – Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire. – Analyser les difficultés posées par les divergences structurelles au sein de l'Union européenne.	– Principales phases d'élargissement et d'approfondissement, poids économique de l'Union européenne. – Principes de proportionnalité et de subsidiarité. – Régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire, UEM (objectifs et instruments): politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), encadrement des politiques budgétaires nationales. – Politiques structurelles de l'Union européenne: budget de l'Union européenne, degré inégal d'intégration des politiques de la concurrence, commerciale, fiscale et sociale.

5 - LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE: ORIGINES ET ENJEUX (60 heures)

5.1 - La croissance économique doit-elle être systématiquement recherchée ?

Sens et portée de l'étude : La croissance économique est souvent présentée comme un objectif primordial duquel découle la capacité d'un pays à satisfaire les besoins des agents en produisant plus, en créant de la richesse et des emplois. En tant que source de richesse matérielle, elle peut contribuer au bien-être, mais n'est pas une condition suffisante au développement. Elle soulève en outre la question de sa soutenabilité dans le cadre d'un développement durable.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement économique. – Analyser le rôle de la croissance sur une économie.	– Croissance économique, croissance potentielle et croissance effective. – Développement économique, développement humain (A. Sen), et développement durable. – Les finalités de la croissance. – Soutenabilité de la croissance.

5.2 - Qu'est-ce qui détermine le potentiel de croissance d'une économie ?

Sens et portée de l'étude : Chercher à accroître la richesse d'un pays suppose d'identifier les déterminants de la croissance. L'augmentation de la quantité des facteurs de production peut être perçue comme une première source de croissance. Toutefois, elle apparaît limitée et l'on observe qu'une croissance existe dans des pays dont la quantité de facteurs n'augmente pas, grâce à l'amélioration de la productivité globale des facteurs liée au progrès technique.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier et analyser les déterminants de la croissance. – Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance.	– Le rôle des facteurs de production: capital, travail et ressources naturelles (Ricardo, Malthus, croissance endogène). – Le rôle du progrès technique (ou de la productivité globale des facteurs) dans le processus de croissance (Schumpeter, Aghion, Solow, Romer).

5.3 - Quelle est l'influence de l'ouverture internationale d'une économie sur sa croissance économique ?

Sens et portée de l'étude : Si les théories classiques du commerce international se fondent sur la défense du libre-échange, l'histoire économique montre que protectionnisme et libre-échange ont toujours coexisté. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des nations ont souhaité encadrer le développement des échanges multilatéraux, tandis que des espaces économiques régionaux se sont constitués.

Aujourd'hui, les échanges internationaux sont souvent perçus comme une opportunité de croissance économique. L'analyse de la balance des paiements permet notamment d'évaluer la compétitivité d'un pays, ses choix de spécialisation ainsi que son besoin ou sa capacité de financement à l'égard du reste du monde.

Pour attirer les capitaux internationaux, les États développent des politiques d'attractivité dont les conséquences peuvent être variables selon les outils utilisés (dumping social, fiscal, monétaire *versus* politiques de formation, de soutien à l'innovation, de financement d'infrastructures).

Compétences attendues	Savoirs associés
– Distinguer internationalisation et mondialisation. – Caractériser les principaux flux d'échanges. – Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges. – Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes. – Identifier les différentes modalités du protectionnisme. – Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation. – Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique. – Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis-à-vis de la croissance économique.	– Internationalisation, mondialisation. – Échanges internationaux : inter et intrabranche, intrafirme, intrarégionaux. – Régulation du commerce mondial : organisation et principes. – Intégration économique régionale. – Investissement direct à l'étranger (IDE). – Firmes multinationales, division internationale des processus de production et chaînes de valeur mondiales. – Libre-échange : définition, principales théories (Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson, Lassudrie-Duchêne ou Linder, Krugman), conséquences. – Protectionnisme : définition, modalités, principales théories (List, Kaldor, Krugman, Amin), conséquences. – Balance des paiements. – Politique d'attractivité et de compétitivité.

5.4 - Quel potentiel de croissance dans la perspective d'un développement durable ?

Sens et portée de l'étude : La question de l'épuisement de la croissance et d'une croissance auto-entretenu permet de s'interroger sur la capacité des pays à offrir une quantité de biens sans cesse plus abondante, en interrogeant le rôle des différentes ressources (humaines, technologiques, naturelles) en la matière. Elle fait écho à la problématique de la soutenabilité de la croissance.

Sur le plan économique, les approches des ressources naturelles diffèrent : certaines considèrent que la préservation des ressources n'est pas une limite à la croissance, d'autres estiment qu'elle est incompatible avec la croissance. Se dégagent alors deux conceptions différentes de la soutenabilité, dites faible et forte, la première présentant le progrès technique comme la solution, tandis que la seconde promeut un changement de modèle de croissance.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions. – Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs. – Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique.	– Développement durable : dimensions économiques, sociales et environnementales. – L’environnement, illustration de défaillances de marché (Coase, Pigou, Hardin, Olstrom). – Degré de soutenabilité de la croissance : faible (Stiglitz) ou forte. – La transition énergétique. – Les instruments des politiques environnementales : fiscalité, droits à polluer, réglementation. – Apparition de logiques économiques différentes : économie circulaire, économie des fonctionnalités.

6 - LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX: EXPLICATIONS ET ENJEUX (30 heures)

6.1 - Comment expliquer les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l’étude : Le chômage apparaît comme un déséquilibre sur le marché du travail, mais ne constitue qu’une des formes de difficultés des individus face à l’emploi. Pour caractériser correctement la situation de l’emploi d’un pays, il est nécessaire de prendre en compte divers indicateurs, au-delà du taux de chômage.

Sur la base de ces indicateurs, l’examen du chômage et de son évolution dans différents pays montre que le chômage est un phénomène complexe dont les causes sont multiples, potentiellement cumulatives et ne se limitant pas au marché du travail.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Caractériser la situation du marché du travail à l’aide d’indicateurs variés. – Appréhender la diversité des situations des individus sur le marché du travail. – Comparer la situation de l’emploi dans différents pays par l’analyse de données statistiques. – Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage, sur un marché donné. – Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail. – Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l’emploi et les modalités de travail.	– Chômage (BIT, Ministère du travail), halo du chômage, sous-emploi. – Taux de chômage, taux d’activité, taux d’emploi, comparaison entre pays. – Chômage conjoncturel/structurel. – Chômage classique/keynésien. – Segmentation et polarisation du marché du travail (Piore – Doeringer, Lindbeck – Snower). – Autres théories du marché du travail.

6.2 - Comment l’action publique peut-elle limiter les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l’étude : Les changements de grande ampleur que connaît le marché du travail en France, comme dans tous les pays industrialisés, justifient la mise en œuvre d’un ensemble de politiques visant à limiter, accompagner voire à compenser les nouvelles formes de déséquilibres qui affectent l’emploi. Les politiques visant à soutenir l’activité économique appartiennent à cet ensemble de mesures et visent plus précisément la lutte contre le chômage.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l’emploi au sein des pays de l’OCDE. – Distinguer les mesures dites passives et actives. – Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l’emploi et des politiques pour l’emploi. – Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail, dans ses différentes formes. – Caractériser l’action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail.	– Politiques de l’emploi : mesures actives et passives. – Politiques pour l’emploi : impacts attendus du soutien à l’activité sur l’emploi. – Flexibilité du marché du travail : formes et enjeux.

6.3 - Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?

Sens et portée de l’étude : Les inégalités sont de nature multiple et présentent un caractère cumulatif. La légitimité de la lutte contre les inégalités est un sujet encore débattu parmi les économistes. Le consensus selon lequel les inégalités seraient facteur d’efficacité et de croissance est remis en question, depuis la crise des *subprimes* notamment, à la faveur d’analyses pointant les effets contre-productifs des inégalités.

Face aux inégalités, aux risques sociaux et à l’exclusion, les pouvoirs publics peuvent engager des politiques de redistribution, basées sur la fourniture de services publics, une fiscalité redistributive et des institutions de solidarité comme la Sécurité Sociale. L’État social (État-providence) est devenu la forme institutionnelle caractéristique des sociétés avancées, présentant des formes différentes selon les pays.

Compétences attendues	Savoirs associés
– Identifier les différentes formes d’inégalités et les principaux risques sociaux. – Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. – Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution. – Analyser l’évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution.	– Inégalités sociales : formes, origines et mesure (Piketty). – Pauvreté : définitions et mesures. – Justification économique des inégalités et remise en cause de l’efficacité des inégalités. – Redistribution : objectifs, formes, instruments. – Les modèles de protection sociale. – Le financement des politiques de redistribution.

L’épreuve UE 5 Économie contemporaine est une épreuve écrite portant sur l’analyse d’un dossier documentaire et une question problématisée.

Durée : 4 heures – Coefficient : 1

Fondements et finalités de l'activité économique 25

Chapitre 1: Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ? 27

- I. Des concepts liminaires 27**
 - A. L'économie positive dit « ce qui est » et l'économie normative « ce qui doit être » 28
 - B. Un bon modèle explique et prédit 29
 - C. Le raisonnement économique se fait « toutes choses égales d'ailleurs » 30
 - D. Le marché, un lieu de coordination des actions individuelles ou agrégées 30
- II. Des ressources limitées pour des besoins illimités : tous les rêves sont-ils permis à long terme ? 31**
 - A. Les facteurs de production : un élargissement récent avec le capital immatériel 31
 - B. Les besoins illimités et l'allocation des ressources : coût d'opportunité et arbitrage 32
 - C. Tous les espoirs sont-ils permis à long terme ? 33
- III. À quels désirs des agents économiques la production doit-elle satisfaire ? 34**

Chapitre 2: Qu'est-ce que l'activité économique ? 35

- I. Les différents agents économiques et leurs rôles 35**
- II. L'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois 37**
 - A. Le SECN et les opérations économiques 37
 - B. Le tableau Emplois-Ressources 37
 - C. L'analyse interindustrielle par le tableau Entrées-Sorties 38
 - D. Les grands agrégats 40
- III. Les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur 41**
 - A. La consommation 41
 - B. L'investissement 43
 - C. Le commerce extérieur 44

IV. Consommation intermédiaire, finale et dépenses pré-engagées	45
A. Les consommations intermédiaires	45
B. La consommation finale, les coefficients budgétaires et leur évolution	45
C. Les dépenses pré-engagées	46
V. La Formation brute de capital fixe (FBCF), une variable explicative complexe, en lien avec la croissance	47

Chapitre 3 : Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ? 49

I. L'entreprise, un concept flou	49
II. La valeur ajoutée, enjeu de toute production	50
A. La définition de la valeur ajoutée	50
B. La répartition de la valeur ajoutée	50
C. La chaîne de valeur, un élément de la définition stratégique pour Porter (1982)	51
III. La place et le rôle des entreprises dans les économies contemporaines	52
A. Des définitions traditionnelles de l'entreprise	52
B. D'autres définitions possibles de l'entreprise, dans une vision dynamique	53
IV. Les critères de classification des entreprises : activité, taille et chiffres d'affaires	54
A. L'entreprise et son activité : une classification en secteurs d'activité et en branches	54
B. L'entreprise et la taille de ses effectifs	55
C. L'entreprise et son niveau de chiffre d'affaires	56
V. L'entreprise et sa structure juridique	57
VI. La production non marchande publique, une justification théorique par les défaillances de marché	58
A. Les biens publics, non exclusifs et non rivaux	58
B. Les monopoles naturels	59
C. Les externalités positives et négatives	60
D. Une typologie des biens	60
VII. Un lexique de concepts clés utiles à la compréhension des systèmes économiques prévalants	61
VIII. Le non marchand public et le non marchand privé en France, d'après l'INSEE	64
A. La logique de la production non marchande des administrations publiques	65
B. Le non marchand privé d'après l'INSEE	65
IX. La production non marchande privée, une recherche d'alternatives	66
A. Une alternative déjà ancienne, l'Économie sociale	66
B. De l'Économie sociale à l'Économie sociale et solidaire	69

X. Entreprise sociale, entreprise solidaire, entrepreneur social et <i>social business</i>	70
A. Entreprise sociale, entreprise solidaire, entrepreneur social : un cafouillis définitionnel	70
B. Muhammad Yunus et le <i>social business</i>	72
C. Les apports de l'entrepreneuriat social et du <i>social business</i>	73
D. Les limites de l'entrepreneuriat social et du <i>social business</i>	73

Chapitre 4: Comment rend-on compte de la situation économique d'un pays ?	75
--	-----------

I. Le PIB : définition, modes de calcul et comparaisons	75
A. PIB marchand et PIB non marchand	76
B. Les trois modes de calcul du PIB	76
C. PIB en euros constants et en euros courants	77
D. PIB en SPA, pour une comparaison des pouvoirs d'achat des pays membres de l'UE	78
E. PIB en PPA, une illustration avec l'indice Big Mac	78
F. Non prise en compte par le PIB des externalités positives et négatives	79
G. Absence de prise en compte par le PIB de l'économie souterraine	79
II. Les indicateurs synthétiques alternatifs au PIB :	
IDH et autres indicateurs de développement, intérêt et limites	80
A. L'IDH (Indice de Développement Humain)	80
B. La MBE (Mesure du Bien-Être Économique)	83
C. L'épargne nette ajustée (<i>Genuine Savings</i>)	83
D. L'empreinte écologique	84
E. Une nouvelle orientation : l'IWI ?	84
III. Le sens qu'il y a à calculer des indicateurs de développement durable	85
A. Les recommandations de l'Union européenne	85
B. Le Grenelle de l'environnement	86
C. La commission Stiglitz – Sen – Fitoussi (SSF)	87
D. Une tentative de formalisation par France Stratégie	89
IV. De nouvelles approches émergent	89

Chapitre 5: Le consommateur 97

I. L'utilité	97
A. Utilité cardinale et utilité ordinale	97
B. Relation de préférence et « pré-ordre complet »	98
C. Utilité totale et utilité marginale	98
D. Courbes d'indifférence et taux marginal de substitution	101
E. Deux cas particuliers : les biens strictement complémentaires et les biens parfaitement substituables	103
II. La contrainte budgétaire	104
III. L'optimum du consommateur	106
IV. Les élasticités	108
A. L'élasticité-revenu	108
B. L'élasticité-prix	109
C. L'élasticité-croisée	111

Chapitre 6: Le producteur 113

I. Maximisation des profits et fonction de production	113
A. La maximisation des profits par les quantités	113
B. Fonction de production, productivités moyennes et productivités marginales	114
C. Les isoquantes de production	115
II. La contrainte budgétaire	117
III. Les rendements d'échelle	119
IV. Les coûts de production	120
V. Les recettes et la condition d'optimalité du producteur	124

Chapitre 7: Le marché 127

I. La croix de Marshall	127
II. Surplus des consommateurs et surplus des producteurs	128

III. Le tableau de Stackelberg et le marché de concurrence pure et parfaite	129
IV. Les critiques du marché de concurrence pure et parfaite	130
V. Quelques notions complémentaires de microéconomie	132

PARTIE 3

Les enjeux monétaires et financiers de l'économie contemporaine

135

Chapitre 8: La monnaie et les politiques monétaires 137

I. La monnaie et l'évolution des différentes formes de monnaie	137
A. Les trois fonctions de la monnaie	137
B. Les différentes étapes de l'évolution de la monnaie	139
C. La notion de monnaie fiduciaire	147
D. Les différentes formes de la monnaie	148
II. Le rôle des banques et des banques centrales	152
A. Les banques	152
B. Les banques centrales	156

Chapitre 9: Les agents à capacité et à besoin de financement 171

I. Les ménages	171
A. Les ménages à capacité de financement	171
B. Les ménages à besoin de financement	173
II. Les entreprises	174
A. La décision d'investir	175
B. Les modalités de financement des entreprises	176
III. L'État	182
A. La capacité ou le besoin de financement des administrations publiques	182
B. Les modalités de financement de l'État	183
IV. Le rôle des marchés financiers	185
A. Les principaux actifs financiers	185
B. La distinction entre marchés primaires et marchés secondaires	189

C. Le couple rendement-risque	189
D. Les plus grands marchés financiers de la planète	190
E. Les indices boursiers	190
F. Les marchés financiers sont-ils efficaces ?	192
V. Le rôle des marchés des changes	193

PARTIE 4

La régulation publique dans une économie de marché

197

Chapitre 10 : Le rôle de l'État dans la sphère économique **199**

I. Le rôle de l'État selon les différentes écoles d'économistes	199
A. Le rôle de l'État selon les économistes libéraux	199
B. Le rôle de l'État selon les économistes keynésiens	200
C. Le rôle de l'État selon les économistes marxistes	201
II. Les missions, instruments et objectifs des États	202
A. Les fonctions de l'État selon Richard Musgrave	202
B. La règle de Jan Tinbergen	202
C. Le carré magique de Nicholas Kaldor	203
D. La loi de Wagner	203
III. La mise en œuvre de la politique budgétaire	204
A. Le cadre général de la politique budgétaire de l'État	204
B. Les recettes budgétaires	206
C. Les dépenses budgétaires	216

Chapitre 11 : Les politiques économiques menées par l'État **219**

I. Les politiques de relance keynésiennes	219
A. Un cadre macroéconomique	220
B. Le rôle de la consommation des ménages	221
C. Le rôle de l'investissement des entreprises	224
D. Le <i>policy mix</i> keynésien	227
E. La synthèse de la théorie keynésienne et ses critiques libérales	229